

**CONGRÈS NATIONAL
DE L'ANACR
MARSEILLE
14-15-16 NOVEMBRE 2008**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1204-1205 - JANVIER-FÉVRIER 2008

1943 : L'ANNEE DECISIVE

L'année 1943 va être en effet décisive : encerclée par l'Armée Soviétique depuis la fin 1942 à Stalingrad, ville stratégique et au nom symbolique qu'elle avait essayée de conquérir depuis septembre précédent, la VI^{ème} Armée allemande, commandée par le maréchal Von Paulus, capitule définitivement le 2 février 1943. Défaite nazie majeure qui inverse le cours de la Guerre et crédibilise l'espoir de la victoire des Alliés, des peuples engagés dans le combat antifasciste.

L'année 1943 sera aussi décisive pour la lutte de libération du peuple français : l'arrivée le 11 janvier à Londres de Fernand Grenier, représentant du Parti communiste auprès du général de Gaulle, constitue une étape importante dans le rassemblement de toute la Résistance qui, couronnant les efforts de Jean Moulin, se concrétisera le 27 mai 1943 par la création du Conseil National de la Résistance, en même temps qu'elle conforte face à Giraud le général de Gaulle dans son rôle de chef reconnu par l'ensemble des forces de la France combattante.



LA VICTOIRE DE STALINGRAD

Le tournant s'était amorcé en 1942. Commentant la victoire d'El-Alamein qui le 3 novembre 1942 arrêta l'offensive de Rommel à une centaine de kilomètres à l'ouest du delta du Nil, Churchill avait eu ces mots : « Ce n'est pas la fin, ni même le commencement de la fin ; mais c'est la fin du commencement ». Quelques jours plus tard, le 8 novembre 1942, avait lieu le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord au Maroc et en Algérie.

Pour autant, la situation stratégique n'était pas totalement inversée : contrainte au recul en Libye après El-Alamein, l'Afrika Korps de Rommel occupa sans coup férir la Tunisie, tandis que la Wehrmacht, occupant la zone sud de la France, prenait le contrôle de son littoral méditerranéen. Dans le Pacifique, certes stoppée à la fin du printemps à Midway puis à l'été à Guadalcanal, l'expansion japonaise, commencée après l'attaque contre la flotte américaine de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, lui a permis de conquérir la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie, d'atteindre la Nouvelle-Guinée et d'arriver à proximité des côtes australiennes.

C'est dans les steppes de Russie, sur la boucle de la Volga, que va se jouer le sort de la Guerre...

(suite, page 2)



HOMMAGE AUX HEROS DE L'AFFICHE ROUGE

Comme chaque année depuis la Libération, un émouvant hommage a été rendu, le 24 février dernier, par près de 200 personnes, au cimetière parisien d'Ivry où ils reposent, aux combattants étrangers et français du Groupe FTP-M.O.I. MANOUCHIAN-BOCVZOV, fusillés le 21 février 1944 au Mont Valérien et dont le martyre a été rendu célèbre par l'Affiche rouge ainsi que par le célèbre poème d'Aragon.

La cérémonie, organisée par l'ANACR avec le concours de l'UGEVR et l'aide de la mairie d'Ivry, était placée sous la présidence d'honneur de M. Alain MARLEIX, Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, et celle effective de Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, Président de l'ANACR. On notait la présence de Mme Monika BIELECA, Consul de Pologne, de M. Vahé VAHRAMIAN, consul, et M. Vaher HAROUTOUNIAN, 2^e secrétaire de l'Ambassade d'Arménie, de M. Olivier BAUBILLARD, Maire-adjoint d'Ivry, de Mme Odette CHRISTIENNE, Maire-adjointe de Paris, de M. Robert CREANGE, Secrétaire général de la FNDIRP et Vice-président de l'UFAC, de M. Raphaël VAHE, Président de l'ARAC, de M. Georges DUF-FAU-EPSTEIN, Président du Comité du Souvenir du Mont-Valérien, de M. Pierre REBIERE, Président de l'Association Nationale des Familles de Fusillés, de Jacques VARIN, Secrétaire général adjoint de l'ANACR, de Christiane TARDIF et Jean-Paul RIFFAULT, membres du Bureau National de l'ANACR, de représentants de l'UFCF, de l'ANACRAF, du MAFF. Après l'intervention liminaire de Louis CORTOT, prit la parole M. Philippe GIUSTINATI, Président des « Garibaldiens », et Pierre MARTIN, Vice-président national de l'ANACR et Président national des Amis de la Résistance (ANACR), qui, après avoir évoqué ce que fut la férocité de la répression vichysto-nazie et le courage des combattants antifascistes, s'attacha à réaffirmer l'actualité des valeurs qui les motivèrent.

18 JUIN 1940 - 27 MAI 1943

Le 8 mai 1975, fut célébré le 30^{ème} anniversaire de la Victoire sur le nazisme et de la part qu'y avait prise notre pays. Le soir, les participants aux cérémonies n'étaient pas encore tous rentrés chez eux, chargés de fierté et d'émotion, le pas alourdi par leurs souvenirs indicibles, que les radios lançaient la plus invraisemblable nouvelle : le *Président de la République supprimait à jamais la célébration de cette journée*. L'insulte aux morts : combattants, massacrés, déportés... cingla les survivants de telle façon qu'en trois jours une marche de réparation appelée par l'A.N.A.C.R. vit plus de 20.000 « anciens » envahir les Champs-Élysées et monter sa garde à l'Etoile, toutes opinions, toutes associations, tous services de guerre faisant bloc. Puis l'U.F.A.C. prit en mains la célébration jusqu'au changement de Président, le « sortant », prénommé Valéry, ne se décidant à un pâle mea culpa que la veille de l'élection qu'il perdit.

*
* *

Pourquoi rappeler cette lutte victorieuse ? Parce que depuis longtemps déjà, des notables (qu'ils pensent) chuchotent puis murmurent, puis haussent la voix : il faut supprimer tous les rappels des grandes dates de notre Histoire et décréter une « Journée Unique du Souvenir ». Et jamais à notre connaissance aucun des bradeurs de la mémoire nationale n'a proposé que cette « journée unique » soit le 8 mai.

Bien sûr. Mais comme son statut est acquis depuis 1981, nous saurons le sauvegarder. Mais, expliquer le 8 mai 1945 exige l'évocation de deux autres dates : le 18 juin 1940 et le 27 mai 1943, sans lesquelles la France n'aurait pas vécu le 8 mai.

*
* *

Le 18 juin 1940 était célébré chaque année, à l'initiative de personnalités et d'associations, mais hors de toute décision ayant force de loi. Nous avons donc très activement concouru à la préparation de l'officialisation de la date. C'est fait. Depuis 2006, le 18 juin est institué « Journée nationale commémorative de l'appel historique du Général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi ». Il ne pourrait être de définition plus simple ni plus exacte. Et la célébration du 18 juin continuera.

Mais le 27 mai 1943 saurait-il être enseveli sous des bavardages mensongers dont presse, radio et télévision nous donnent l'habitude ? - C'est le jour où, sur mission donnée à Londres par le Général de Gaulle, Jean Moulin obtint l'accord de tous les mouvements de Résistance, partis et syndicats participant à celle-ci, pour se constituer en Conseil National de la Résistance, bientôt créateur des Comités départementaux puis locaux de Libération, et unificateur en Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) de toutes les formations armées de Résistance.

C'est de là que, jouant un rôle militaire déterminant dans sa libération - et déployant les moyens de se gouverner elle-même, la France redevint la République et prit rang parmi les « Cinq Grands ».

Date négligeable ? Date à passer sous silence ? Non. Date à inscrire au calendrier comme l'une des plus décisives de toute notre histoire, à commenter dans les établissements d'enseignement, date inséparable du 18 juin puisque ayant ensemble donné à la France les moyens d'échapper au démantèlement, aux Français, d'échapper à l'esclavage, à notre culture, de continuer à rayonner sur le monde.

Comme nous, l'U.F.A.C. a demandé à tous les parlementaires de faire du 27 mai une « Journée Nationale de la Résistance » non fériée. Ce serait servir la République, la conscience nationale, l'autorité internationale de notre pays, ce serait faire de la vérité historique la plus exaltante source de civisme pour les nouvelles générations.

Charles Fournier-Bocquet

¹ A de rares exceptions près, telles les récentes émissions consacrées à la Résistance sur France 2 et France 5, et sur lesquelles nous reviendrons.

² Répétons que l'A.N.A.C.R. est certainement le seul endroit où l'on rappelle les phrases prononcées à Paris le 19 mars 1946, par le Général Marshall, ancien chef de l'Etat-Major Général des Armées américaines : « La Résistance a dépassé toutes nos prévisions. C'est elle qui, en retardant l'arrivée des renforts allemands... a assuré le succès de nos débarquements. Sans vos troupes du maquis tout était compromis. »

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Stalingrad, Fernand Grenier à Londres.
- P. 3 : Centre Delestraint-Fabien. Un principe... et sa sauvegarde.
- P. 4 et 5 : Pearl Harbor. Incendie du Reichstag. Réédition de l'œuvre d'Hilberg.
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos devoirs. Avis de Recherche.
- P. 8 : Livres. L'affaire du Massilia

1943 : ANNEE DECISIVE POUR LA LUTTE DES ALLIES ET DU PEUPLE FRANCAIS

LA VICTOIRE DE STALINGRAD (suite de la page 1)

L'attaque éclair de l'URSS (Opération Barbarossa), le 21 juin 1941, par l'Allemagne hitlérienne épaulée de troupes roumaines, hongroises, finlandaises et bientôt italiennes, croates et slovaques, va être stoppée fin 1941 devant Moscou, Léninegrad, et dans l'est de l'Ukraine par la résistance de l'Armée rouge et le «général hiver». Un hiver propice à des contre-attaques soviétiques.

L'offensive allemande va être relancée les beaux jours revenus et prendre toute son ampleur à l'été 1942, avec l'opération «Braunschweig» qui, modifiant les plans initiaux allemands qui prévoyaient de concentrer toutes les forces de l'Axe - II^{ème} et VI^{ème} armées allemandes, 4^{ème} Panzerarmee, Armata Italiana, troupes roumaines et hongroises - sur la boucle du Don, et éventuellement au-delà vers Stalingrad sur la Volga, va les diviser en deux branches. Ainsi, les II^{ème} et VI^{ème} Armées allemandes, l'Armata Italiana (ARMIR), les Roumains et les Hongrois poursuivent l'offensive sur l'axe initial tandis que la 4^{ème} Panzerarmee est détournée vers le sud, en direction du Caucase, renforçant la 1^{ère} Panzerarmee et la XVII^{ème} Armée allemande dans leur offensive vers le Caucase et son pétrole (Maïkop et surtout Bakou). Un choix qui va avoir d'importantes conséquences.

C'est le 22 juillet 1942 que l'ordre est donné à la VI^{ème} Armée, commandée par le général Von Paulus, de marcher sur Stalingrad, ville de 600 000 habitants, portant le nom symbolique de Staline, contrôlant stratégiquement les communications du Caucase avec la Russie centrale et ouvrant la route de la Sibirie, centre industriel de première importance dans le domaine de l'armement, l'usine de tracteurs «Barricade» ayant notamment été transformée en usine de production de blindés. Le 23 août, un bombardement intensif de la Luftwaffe ravage la ville et fait plusieurs dizaines de milliers de morts ; ainsi que des ruines dans lesquelles s'abriteront les défenseurs de la ville.

Les forces allemandes - près de 300 000 hommes, appuyés par 1200 avions, 500 chars et 3000 canons - vont atteindre la Volga au nord et au sud de Stalingrad à la fin août, et le 5 septembre les faubourgs de la ville défendue par les LVII^{ème} et LVIII^{ème} Armées soviétiques, 160 000 hommes commandés par le général Tchouikov. Sur les ailes nord et sud du front de Stalingrad, la Wehrmacht est épaulée par des divisions italiennes, roumaines et hongroises. C'est le début d'une bataille qui va durer quatre mois et comporter deux phases. Du début septembre à la mi-

novembre, accompagnés de bombardements massifs incessants d'une Luftwaffe ayant alors la maîtrise de l'air, l'offensive allemande, malgré une défense soviétique acharnée, au corps à corps, rue par rue, maison, étage par maison, dont l'héroïsme a été rapporté par de nombreux témoignages et documents d'archives, et popularisé par le film «Stalingrad», de Jean-Jacques Annaud, ainsi que par celui, portant le même titre mais bien meilleur, de l'Allemand Josef Vilsmaier, va enfoncer les lignes soviétiques et acculer les défenseurs de Stalingrad dans deux étroites poches centrales, adossées à la Volga par où transitait l'approvisionnement en munitions et vivres, par où sont envoyés les renforts. Pour garder le contrôle de la Kourgane (colline) Mamaïev, prise et reprise plusieurs fois, hauteur stratégique de 102 mètres où les Allemands voulaient installer leur artillerie, les Soviétiques perdirent en une journée une division de 10 000 hommes... La situation va changer à partir du 12 novembre. Relevés et renforcés par des troupes sibériennes fraîches, les forces soviétiques, placées sous le commandement de Joukov, entouré de généraux de valeur (Ieremenko, Vatoutine, Vassilevski, Rokossovski), et assisté d'un commissaire politique membre de la Direction soviétique, Nikita Krouchtchev, vont passer à la contre-offensive générale au nord et au sud de Stalingrad, bousculant les troupes roumaines, hongroises et italiennes, point faible du dispositif allemand. Le 23 novembre, les fronts soviétiques se rejoignent à Kalatch, à l'ouest de Stalingrad, enfermant dans une poche de 45 km de large et de 60 km de profondeur la VI^{ème} Armée allemande, un corps d'armée de la IV^{ème} Panzerarmee et 160 unités autonomes, soit près de 300 000 hommes...

Von Paulus se vit interdire par Hitler tout idée de sortie encore possible avant que les Soviétiques ne consolident l'encerclement, Goering ayant assuré au Führer que la Luftwaffe pouvait acheminer quotidiennement aux forces allemandes de Stalingrad les 500 tonnes de vivres et de munitions leur étant nécessaires dans l'attente d'une contre-offensive venant de l'extérieur destinée à briser leur encerclement.

Or, la Luftwaffe n'arrivera jamais à livrer les 500 tonnes de ravitaillement promises par Goering, ni même les 300 tonnes minimales... Situation encore aggravée pour Von Paulus par la maîtrise de l'air acquise par les Soviétiques et par la perte des aérodromes situés dans la poche. Quant aux contre-offensives

de dégagement promises par Hitler, elles vont effectivement avoir lieu, telle celle, du 12 au 23 décembre 1942, venant du Sud-Ouest, du Groupe d'Armées du Don commandé par le Maréchal Von Manstein qui fut stoppée par les Soviétiques à une quarantaine de Km de la poche de Stalingrad...

CAPITULATION D'UNE ARMEE NAZIE

Confiné dans un territoire de plus en plus réduit, de l'ordre de 100 Km² fin janvier, ne recevant que 20 à 50 tonnes de ravitaillement par jour, Von Paulus, après avoir refusé le 8 janvier précédant une offre de capitulation proposée par les Soviétiques, demanda le 24 janvier, à Hitler l'autorisation - qui lui fut refusée - de capituler ; le Führer le nommant le 30 janvier maréchal, espérant sans doute - à tort - qu'un maréchal allemand choisirait la mort au «deshonneur» d'une reddition.

Le 26 janvier, une attaque de Rokossovski coupa en deux la poche allemande, préfigurant son effondrement final, qui eut lieu en deux temps, le 31 janvier par la reddition de Von Paulus et du secteur resté sous son commandement, et le 2 janvier, pour les derniers éléments de l'autre enclave allemande. Ainsi, un maréchal allemand, 24 généraux, 2500 officiers, 92 000 sous-officiers et hommes de troupe entrèrent en captivité. 140 000 de leurs camarades avaient été tués ou blessés. Ainsi par la destruction totale d'une armée allemande, d'armées roumaines, hongroises, italiennes, s'achevait le rêve d'Hitler de conquête des vastes et riches espaces d'Asie centrale et de Sibirie, de porter un coup fatal à l'URSS...

Les conséquences de la défaite nazie de Stalingrad furent immédiates sur le plan stratégique, impliquant l'abandon immédiat de l'offensive allemande sur le Caucase. A Stalingrad s'amorça le repli du Front germano-soviétique vers l'ouest qui, en dépit de contre-offensives allemandes, s'acheva deux ans plus tard dans les rues de Berlin.

La victoire soviétique de Stalingrad - pour laquelle tombèrent 200 000 soldats - dopa l'effort de guerre de l'URSS, elle montra au monde entier et en premier lieu aux peuples des pays occupés que la puissante Wehrmacht pouvait être vaincue. Après Stalingrad, l'espoir de la victoire, puissant moteur de la lutte, avait changé de camp.

à Strasbourg, de Lille à Marseille, de tous ceux-là qui mènent chaque jour, au péril de leur vie, la lutte implacable contre l'envahisseur hitlérien détesté.

Je suis venu pour affirmer ici que, dans l'esprit du paysan comme de l'ouvrier, de l'industriel patriote comme du fonctionnaire, de l'instituteur laïque comme du prêtre, nulle équivoque n'existe : on est avec Vichy ou avec la France qui résiste et qui combat.

Il n'y a pas sur ce point la moindre confusion sur le sol national.

Pour l'immense masse des Français, Vichy, c'est l'Allemand, c'est la guillotine pour les patriotes qui meurent la *Marseillaise* aux lèvres, ce sont les déportations d'ouvriers, c'est notre culture nationale saccagée, c'est l'aide apportée pour le pillage du pays et la destruction physique de notre peuple. Tous les liens sont tranchés entre le pays et les traites, il n'y a plus de prestige Pétain. Le fossé qui séparait Vichy du peuple qui gravit le calvaire le plus indicible de son histoire est devenu un abîme. Toute concession à ce gouvernement, que ne soutiennent plus qu'une poignée de profiteurs de la défaite, de politiciens tarés jusqu'à la moelle, et les baïonnettes nazies, toute concession est jugée non seulement inutile, mais nuisible à la cause alliée.

L'immense masse des Français, tous ceux qui luttent, tous ceux qui résistent, tous ceux qui espèrent - et ceux-là sont la France inimmuable, la France tout court - sont avec le général de Gaulle, qui eut le mérite, désormais historique, de ne pas désespérer alors que tout croulait, et avec tous les hommes de la Résistance qui se sont peu à peu groupés et qui continuent à se rassembler au sein de la France Combattante en vue du combat sacré, pour la libération de la patrie.

Ce que vous souhaitez avec passion, n'est-il pas vrai, c'est qu'une seule administration dirige et organise l'effort français dans la guerre ? Ce que vous désirez, n'est-il pas vrai, c'est que toutes les forces armées de la France soient rassemblées en une seule armée nationale ? Ce que vous espérez, n'est-il pas vrai, c'est que les Français de partout agissent, en union étroite entre eux et en accord complet avec nos alliés anglais, américains, russe, pour que soit abrégé le martyre du pays envahi ?

Cette netteté dans le choix, cette clarté du devoir montrent à tous le chemin du salut...

Les notes sous le Journal de la Résistance

¹ Maurice Schumann : né en 1911, fils d'un petit industriel du textile, chef de reportage à l'agence Havas, il quitte la France pour Londres le 21 juin 1940. Principal intervenant - plus de 1000 fois de 1940 à 1944 - de l'émission «Honneur et Patrie», il s'engage en juin 1944, dans une unité combattante, il participera le 25 août 1940 au sein de la 2^{ème} DB aux combats de la Libération de Paris.

² Gabriel Péri : Né en 1902, journaliste de politique internationale à l'*Humanité*, il est en 1932 élu député communiste d'Argenteuil et réélu en 1936. Déchu de son mandat, Condamné par défaut à 5 ans de prison, il est chargé de la publication clandestine de l'*Humanité*. Fin avril 1941, il rédige un pamphlet anti-nazi : «Non, le nazisme, ce n'est pas le socialisme». Arrêté le 18 mai 1941, il fait, après avoir refusé les sollicitations du régime de Vichy, partie des 92 otages fusillés le 15 décembre 1941 au Mont Valérien.

³ Honoré d'Estienne d'Orves : Né en 1901, polytechnicien puis élève de l'Ecole navale, royaliste «de naissance» proche de l'Action française, il est en décembre 1939 officier à bord du «Duquesne» dans la Force X de l'Amiral Godfrey, qui se trouvera bloquée par l'armistice de juin 1940 dans le port égyptien d'Alexandrie. Après avoir tenté de rejoindre le général Legentilhomme à Djibouti puis Londres, il demande à revenir clandestinement en France et est débarqué le 21 décembre 1940 en Bretagne, où il organise un réseau de renseignements. Arrêté le 22 janvier, il est exécuté le 29 août 1941 à 8 h 22 au Mont Valérien.

⁴ Fernand Grenier : né en 1901, élu député communiste de Saint-Denis en 1937, arrêté en octobre 1940, il s'évade le 19 juin 1941 du camp de Châteaubriant. Rencontrant le 25 novembre 1942 Rémy, envoyé gaulliste, il gagne avec lui Londres le 11 janvier 1943 pour représenter le Parti communiste au près du Comité national français. A Alger, il devient le 9 novembre 1943 membre de l'Assemblée consultative provisoire.

FERNAND GRENIER ARRIVE A LONDRES...

LES VOIX DE LA LIBERTE «ICI LONDRES» 1940-1944 : c'est sous ce titre qu'en 1975, en 5 volumes, la Documentation Française publia sous la direction de Jean-Louis Crémieux-Brilhac la transcription des émissions de la France libre sur les ondes de la BBC, dont les plus célèbres furent «Les Français parlent aux Français», «Le Quart d'heure français du soir» et «Honneur et Patrie»...

C'est lors d'une émission «Honneur et Patrie», en date du 14 janvier 1943, que Maurice Schumann attira l'attention de ses auditeurs, en premier lieu ceux de la France occupée, sur l'importance que revêtait l'arrivée de Fernand Grenier à Londres. Le lendemain, à son tour celui-ci prenait la parole dans «Honneur et Patrie»... (Ces textes sont extraits du tome 3 des «Voix de la Liberté», pages 76 à 78).

14 janvier 1943 - 21 heures 25

HONNEUR ET PATRIE

Maurice Schumann ¹

Si, dans la mémoire du peuple de France, les noms de Gabriel Péri ² et du lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves ³ sont unis pour jamais, ce n'est pas seulement parce que l'ennemi - en assassinant presque au même moment ce pur Français dit d'extrême gauche et ce pur Français dit d'extrême droite - a, sans le savoir, forgé lui-même un grand symbole. C'est aussi parce que tel fut le vœu suprême des deux martyrs. En effet, les derniers mots tracés par la main de Péri et les derniers mots tracés par la main de d'Estienne d'Orves sont identiques. L'un fut, et resta, jusqu'au terme, communiste et incroyant ; l'autre, royaliste et catholique. De son passé, ni de lui-même, aucun des deux ne renia rien. Mais, quand le moment vint d'aller regarder la mort en face, tous deux - celui pour qui le communisme et celui pour qui l'Evangile était comme disait Péri «la jeunesse du monde» - trahèrent spontanément le même testament : «Je me sens très fort pour affronter la mort ! Adieu, et que vive la France.»

Eh bien ! Leur appel fut entendu, leur ordre fut obéi. Cette union totale qu'ils ont scellée de leur sang est désormais accomplie. En ralliant, au nom de tous les frères d'armes de Gabriel Péri, les frères d'armes de d'Estienne d'Orves, eux-mêmes issus des familles politiques et spirituelles du pays, Fernand Grenier ⁴ achève et couronne le regroupement dans la France Combattante, de tous ceux qui, sur le sol national ou loin du sol national, mènent un seul combat pour une seule patrie.

Car c'est de la patrie, et d'elle seule, qu'il s'agit. Quand Paul Antier nous a, dès l'automne de 1940, rejoint par une évasion retentissante, nous avons accueilli, dans sa personne, non pas tant le député de ce qu'on appelait jadis le parti modéré, que le symbole de nos campagnes envahies, pillées, dépeuplées et dressées de toutes leurs forces contre l'ennemi comme contre l'Antifrance. Quand Pierre Mendès-France, après s'être échappé des prisons de Vichy, est venu retrouver, dans les forces françaises combattantes, son uniforme de capitaine aviateur, nous avons accueilli, dans sa personne, non tant le député de ce qu'on appelait jadis le parti radical que le symbole de nos classes moyennes qui, trois fois attaquées dans leur existence, dans leurs libertés et dans leur honneur - ne connaissent et ne combattent qu'un seul ennemi : l'envahisseur.

Quand André Philip, mandataire de ces mouvements de résistance, où la fraternité du combat a soudé l'unité française, P.O. Lapie, décoré de Narvik, Félix Gouin - vétéran de la Résistance et délégué du Comité d'Action Socialiste -, Pierre Bloch, trois fois cité sur les champs de bataille, deux fois évadé, d'abord d'un camp d'Allemagne, puis d'une prison de l'Antifrance, ont rallié la croix de Lorraine, nous avons accueilli, dans leurs personnes, non pas tant les députés de ce qu'on appelait jadis le parti républicain socialiste ou le parti socialiste, que les témoins de la lutte, héroïque, âpre, et souvent victorieuse, qui a porté, une fois pour toutes la classe ouvrière à la pointe de la nation.

Quand Charles Vallin, évadé de France avec le socialiste Brossolette, est venu revêtir dans nos rangs son uniforme de

capitaine de chasseurs, sur lequel sont épinglées une Légion d'honneur et une Croix de guerre gagnées au feu, nous avons accueilli, dans sa personne, non pas tant le député de ce qu'on appelait jadis le P.S.F. que le mandataire symbolique de ces braves gens qui, longtemps abusés par les apparences d'un prestige dévoyé et les reflets tenus d'une gloire passée, ont compris désormais que - là où l'on se bat pour sa libération et pour ses libertés - là réside l'espoir et l'âme de la France.

Eh bien ! dans la personne du soldat Fernand Grenier, ancien combattant de ce fort de l'Ecluse où, le 24 juin 1940, on ne se résignait pas encore à ne pas mourir pour la défense du sol et l'honneur du drapeau ; dans la personne du député Fernand Grenier, arrêté dès octobre 1940 par l'envahisseur et qui, s'il ne s'était pas évadé après neuf mois de tortures, aurait été fusillé avec les 21 martyrs de Châteaubriant, nous accueillons l'âme et le souffle des Pierre Sémard, des Lucien Sampaix, des Michels et des Ténine, du petit Guy Môquet dont les dix-sept ans furent tachés par la mitraille allemande, du député cheminet Catelas, guillotiné par Vichy pour le compte de l'ennemi, et des 10 000 communistes morts, comme le marin du Surcouf ou comme d'Ornano dans Mourzouk, pour que la France vécût, en qui la France vivait et par qui la France vivra.

Qui ne comprend, au surplus, le lumineux avenir de fraternité nationale que forge au creuset des douleurs, la flamme de la Résistance une et indivisible ? En dehors et au-dessus des vieilles divisions et des vieilles déchirures, le coude à coude de la guerre sacrée prépare la communauté nationale de la paix. Quiconque, à ce grand lendemain, préférerait ses petites répugnances et prononcerait des exclusives dictées par un passé révolu, mettrait un crime de lèse-nation. Car la victoire, ce n'est pas seulement la libération du territoire, c'est aussi la délivrance des prisonniers.

C'est aussi le rassemblement enthousiaste les Français libérés et des prisonniers délivrés qui, regroupés au son d'un seul hymne et sous les plis d'un seul drapeau, rebâtiront dans la cité commune, le destin commun de la patrie.

15 janvier 1943 - 21 heures 25

HONNEUR ET PATRIE

Fernand Grenier

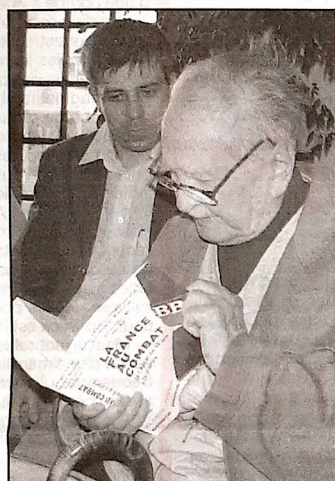
«Français et Françaises,

«Après avoir connu les prisons de Fontevault et de Clairvaux, après avoir vécu neuf mois avec Charles Michels, Guy Môquet et nos martyrs de Châteaubriant, après avoir partagé, à Paris même, le quotidien danger des combattants de la Résistance, après avoir connu les mêmes privations, les mêmes souffrances morales, les mêmes espoirs que le peuple enchaîné mais indompté, je viens d'arriver à Londres, délégué par le comité central du parti communiste français, pour apporter au général de Gaulle et au Comité National Français l'adhésion des dizaines de milliers des nôtres qui, malgré la terreur, dans les usines comme dans les rangs des francs-tireurs et partisans, dans les universités aussi bien que dans les oflags du Reich, de Nantes

LE CENTRE DE SOINS DE SUITE ET DE READAPTATION DELESTRAINT-FABIEN

Dans l'entrée du Centre, d'où l'on peut apercevoir la basilique de Penne-d'Agenais (Lot-et-Garonne), se trouvent deux plaques sur lesquelles sont inscrites deux noms : Charles Delestraint et Pierre Georges (Colonel Fabien), deux héros de la Résistance qui ont donné son nom au Centre de soins de suite et de réadaptation, version moderne d'un établissement de santé installé là dès la Libération pour accueillir les Résistants blessés dans les combats, malades des privations endurées, sortant des bagnes vichystes, rentrant de déportation dans les camps nazis.

La restructuration du Centre, achevée en 1998 et qui en a fait un établissement à but non lucratif, ouvert depuis sur dossier médical à tous les assurés sociaux sans distinction, «Participant au Service Public d'Hospitalisation» (PSPH), et ce aux lieux et places de l'ancien établissement, primitivement situé dans le Château de Ferrière et devenu très vétuste, a permis de disposer de nouveaux locaux très modernes, de plain pied, offrant tant aux patients accueillis qu'au personnel des conditions optimales de séjour, de soins et de travail.

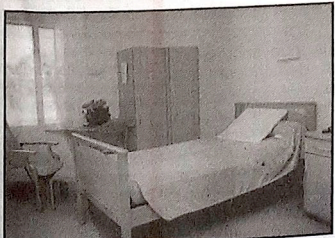


Le directeur du Centre, Julien MOURIER, avec le Président CHAMBEIRON.

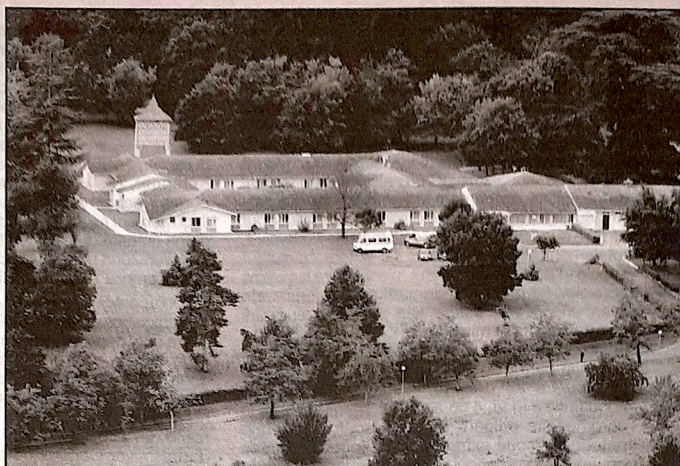
«Nous disposons - rappelle le Directeur du Centre, M. Julien Mourier - de 52 chambres individuelles et de 4 chambres doubles (toutes équipées de douches et de sanitaires indépendants, de téléphone et télévision), ainsi que d'équipements spécialisés tels un bassin de balnéothérapie, une salle de kinésithérapie et une salle d'ergothérapie. Le parc boisé de 18 hectares, dans lequel le Centre est situé, pouvant, de par les possibilités de marche et de repos qu'il offre, être inclus, en termes de soins, dans les atouts du Centre.

«Les pathologies principales des patients que nous accueillons procèdent, pour l'essentiel de la traumatologie-orthopédie : prothèses de hanches, de genoux notamment... Pour autant, nous accueillons aussi des patients en inter-cures de chimiothérapie, en suite d'opérations diverses. Toutefois, parce que nous ne sommes pas équipés pour, parce que les risques - pour elles en premier lieu - seraient réels, nous ne pouvons accueillir des personnes démentes déambulantes.

«Après une période de difficultés ayant ramené un temps à une quarantaine de lits les possibilités d'accueil, le taux d'occupation du Centre, dont la capacité maximale est revenue à 60 lits, s'est redressé de manière satisfaisante,



Une chambre individuelle.



Le Centre, au milieu d'un vaste parc boisé.

même si un travail de longue haleine reste nécessaire pour le maintenir au plus haut niveau possible.

«Le personnel médical et paramédical est, parce qu'il est un établissement de soins, le cœur du Centre : il comprend le médecin, 8 infirmières, 8 aide-soignant(e)s, une kinésithérapeute, une ergothérapeute, un éducateur sportif et un cadre de santé, lequel fait interface entre le personnel soignant et la Direction du Centre. Des réunions de travail par service et interservices, ainsi qu'avec la Direction, ont lieu régulièrement et, jour et nuit, il y a un médecin d'astreinte au Centre.

«Je ne saurais oublier bien sûr, les autres équipes du personnel, d'équivalence numérique sensiblement égale et dont le rôle dans le fonctionnement du Centre est aussi très important, assurant le nettoyage, préoccupation majeure, l'entretien tant des locaux que du parc, le fonctionnement des cuisines, l'administration.

«Retenu par l'ANACR parmi d'autres candidats après un entretien de recrutement il y a trois ans, venant de la Drôme, ce n'a pas été pour moi une décision

facile à prendre que de venir m'«exiler» dans le Lot-et-Garonne mais, après avoir découvert le Centre... et ses problèmes de l'époque, le site dans lequel il est situé, j'ai fait le choix de m'y investir, lui redonner toute sa dimension étant un challenge motivant ; d'autant plus que le potentiel était évident. Et je m'y suis rapidement attaché. Cela était aussi pour moi, fraîchement émoulu d'une formation professionnelle spécifique aux établissements de santé, une opportunité magnifique et une expérience que je pressentais - et qui s'est révélée - très intéressante.

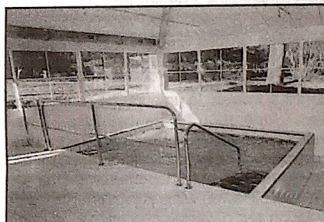
«Et puis, le Centre Delestraint-Fabien a une spécificité qui ne saurait laisser indifférent. L'esprit de la Résistance y est encore très présent, et pas seulement par les deux plaques placées dans l'entrée ou celle dédiée dans le patio central à un résistant savoyard bienfaiteur du Centre. En effet, l'ANACR, propriétaire de l'établissement, est impliquée dans sa gestion et la détermination de ses grandes orientations, lesquelles procèdent de la démarche sociale qui a présidé à l'établissement du Programme du CNR, un représentant de son Secré-

tiariat national participe à tous les Conseils de gestion, des membres de sa Direction nationale forment sur place un Conseil exécutif qui, se réunissant mensuellement, assiste le Directeur du Centre, des bénévoles de l'ANACR du Lot-et-Garonne s'investissent chaque semaine dans des activités et animations offertes aux patients. Il a été envisagé de projeter des films consacrés à la Résistance locale.

«Nous venons de vivre la période des fêtes de fin et début d'année, Noël et Jour de l'an. Nous avons organisé dans la salle de restaurant un repas de réveillon le 24 décembre, à l'horaire habituel, et servi aux tables décorées un repas amélioré le jour de Noël. Le père Noël est passé dans la nuit pour ceux qui y croient encore, et même pour les autres : tous nos patients ont eu un ballotin de chocolat au petit-déjeuner ; et ils ont pu ce jour-là inviter des membres de leur famille, dans la limite des capacités d'accueil. Il en a été de même pour le 1^{er} janvier. Pour toutes les fêtes, nous offrons un repas amélioré.

« Nous essayons d'être une structure où l'accueil des patients leur rappelle autant que possible la famille, tout en étant particulièrement vigilants à assurer de la manière la plus professionnelle notre mission première, à savoir dispenser des soins de qualité à des personnes venant de toutes régions mais qui doivent impérativement nous être adressées par des médecins ou des établissements médicaux.

«Nous sommes ainsi - conclut Julien Mourier - une structure médicale marquant sa spécificité par rapport au système hospitalier classique.»



Le bassin de balnéothérapie.

DE L'IMPORTANCE D'UN PRINCIPE ET DE SA SAUVEGARDE

Le principe du droit à réparation a été posé solennellement par la déclaration contenue dans l'article 1^{er} de la Loi du 31 mars 1919 : «La République reconnaissante envers ceux qui ont assuré le salut de la Patrie proclame et détermine le droit à réparation...»

Les personnes concernées par ce droit étaient, après la guerre de 1914-1918, les militaires affectés d'infirmités, les veuves, les orphelins et les ascendants de «ceux qui sont morts pour la France».

Ce texte de base a été complété, en 1952, en visant également les membres de la Résistance, les F.F.I., les Déportés et Internés, les Réfugiés.

Le Monde combattant dans son ensemble, les Résistants en particulier ont toujours été et restent très fermement attachés à ce droit et, bien entendu, aux organismes chargés de l'appliquer : ministère, secrétariat d'Etat et administrations sous leur tutelle, ONAC (Office National des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre), I.N.I. (Institution Nationale des Invalides). Le dernier congrès de l'ANACR, qui s'est tenu à Limoges en octobre 2006, l'a d'ailleurs réaffirmé.

INQUIÉTUDES

Cependant, certaines décisions de représentants des Pouvoirs publics ne manquent pas de susciter des inquiétudes, au premier chef au sein des associations dont la raison d'être primordiale est la défense des droits des Anciens combattants, y compris les Résistants.

Dans ce contexte, nous ne pouvons que redire notre attachement, celui des associations de Combattants et Victimes de guerre, au maintien d'un inter-

locuteur spécifique de rang gouvernemental et disposant d'un budget autonome.

Le Président de la République a réuni, le 12 décembre 2007, le «Conseil de modernisation des politiques publiques».

Parmi les quatre-vingts décisions arrêtées lors de ce Conseil figurent celles concernant le ministère de la Défense et, dans le cadre de ce dernier, celles concernant les Anciens combattants. Or, ces décisions ont été prises sans concertation avec les associations représentatives de ces derniers.

Sont prises des mesures pouvant aboutir à la disparition de la D.S.P.R.S. (Direction des Statuts, des Pensions et de la Réinsertion Sociale), les services de cette administration devant être en partie assumés par l'O.N.A.C.

Cela signifie qu'une autre partie des fonctions de la D.S.P.R.S. pourrait être assumée par des organismes ne relevant pas de l'application du droit à réparation.

Troisième motif d'inquiétude : la suppression du bloc opératoire de l'Institution Nationale des Invalides. Certes, cette décision a été bien acceptée par le Conseil d'administration de l'I.N.I., mais on constate que, décision après décision de niveau gouvernemental, les organismes chargés d'appliquer le droit à réparation, sont peu à peu vidés de leur substance.

De plus, il apparaît que les questions relevant de la reconnaissance des services des Résistants ont disparu des propos tenus par les représentants des Pouvoirs publics.

Enfin, les travaux d'élaboration du deuxième Contrat d'Objectifs et de Moyens (C.O.M.) pour la période 2008-

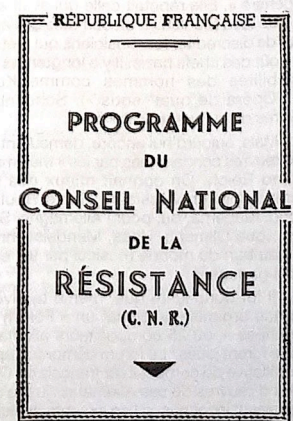
2012 ont été retardés pour qu'il soit tenu compte des décisions entrant dans le cadre de la «modernisation des politiques publiques».

Devant cette situation, il ne s'agit pas de faire preuve d'alarmisme, mais les Anciens combattants de la Résistance, avec l'ensemble du Monde combattant, ne doivent pas relâcher leur vigilance.

Jacques WEILLER

1- Cf. Résolution du congrès sur «Le monde Combattant» in Le Journal de la Résistance n°1190-1191, novembre-décembre 2006

LE PROGRAMME DU CNR RÉÉDITÉ



Disponible dès maintenant au Siège national

AVIS DE RECHERCHE

Mon grand-père Joseph LE BRIS était résistant à Libération Nord et a été arrêté entre Carhaix(29) et Gourin(56), avec de faux papiers. Je cherche des renseignements sur sa déportation à Erfurt de mai 1944 à mai 1945 (date de son retour). Existe-t-il des registres de résistants ou d'autres informations qui me permettraient de reconstituer son périple ? Qui peut me renseigner ?

Contacteur Nicole GARO
10 rue de la Fosse, 44000-NANTES
Portable : 06 16 99 44 32
E-mail : garoboxel@wanadoo.fr

Ma mère, Paulette CHARBONNEL-DUTEIL, née Vaillant, viens de décéder, et - en triant ses papiers - j'ai découvert qu'elle a rejoint le «Front National Universitaire» à Paris à la fin de la guerre. J'aimerais avoir des informations sur cette organisation. Qui peut m'en donner ?

Contacteur Claude CHARBONNEL-DUTEIL
Kerchir 56550- LOCOAL-MENDON
Tél : 02 97 58 88 57
E-mail : garoboxel@wanadoo.fr

Recherche le livre écrit par l'abbé Etienne CHAPIER ayant pour titre : «Souffrances et gloires du maquis chablaisien» édité en 1946. Qui pourrait m'indiquer une piste pour le me procurer ?

Contacteur Jean-Jacques CROSO
249 rue Claude-Perroud
69400-VILLEFRANCHE-SUR-SAONE Tél : 04 74 68 41 08Port : 06 84 94 58 57 E-mail : jcroso@free.fr

Mon beau-père, Roland BESNARD, F.F.I., a été tué à Caudebec-les-Elbeuf (76) en 1944. Sur les lieux est apposée une plaque commémorative. Je souhaite retrouver des documents sur cette période de la bataille pour la libération de Caudebec-les-Elbeuf. Contacter Marcel RIBES

E-mail : m.ribes@free.fr

Mon père, Daniel GANDRIAU, aujourd'hui décédé, a été Résistant dans un réseau implanté dans les Alpes-Maritimes et les Basses-Alpes. Est-il possible d'obtenir des informations sur ses états de service ? Comment faire ?

Contacteur René BOULLE
E-mail : rboulle@neuf.fr

Mon oncle paternel, Jean LANCINI, né le 4 mai 1911, appartenait au 62^e d'infanterie. Blessé en 1940 à Charleroi et amputé de la jambe droite, il rejoignit la Résistance à Carcassonne dans le Morbihan et assura des liaisons dans son tricycle de mutilé. Y a-t-il des ouvrages, des récits, des témoignages qui me permettraient de mieux connaître son action ?

Contacteur Nicole BLAIZE née LANCINI
27 rue du Fromveur ; 2920 BREST
E-mail : nicole.blaize@wanadoo.fr

Je cherche à retracer l'itinéraire dans la Résistance de mon Grand-père, René Fernand FELIX. Je n'ai que peu de renseignements : membre d'un groupe de Résistants, il a été enfermé au Château de Mons puis a été fusillé à Aulnat vers le 16 Juin 1944. Il est enterré au cimetière de Lorette dans la Loire. Si quel'un a la plus petite partie d'information sur sa vie dans la Résistance, son action ou les groupes dont il a fait partie, merci de me les communiquer.

Contacteur René FELIX
1 rue de colmar 78800-HOUILLLES
e-mail : rene.corinne@free.fr

Je suis un étudiant toulousain d'origine andorrane bien que mes parents soient de Barcelone, où mon frère habite. Une compagnie de travail lui a donné une photo où l'on voit deux fillettes devant un monument sur lequel on peut lire : «24 résistants de cette commune sont morts pour ta liberté». Est-il possible de retrouver le monument avec d'aussi infimes informations ? Y a-t-il une page, une institution, ou un répertoire des monuments aux morts, en sachant que cette photo a été prise sûrement entre Toulouse et Narbonne ?

Contacteur Jordi CLIMAX
e-mail : chumbas@hotmail.com

J'ai trouvé récemment une carte FTP de mon grand-père, Eugène RASCONI, décédé depuis longtemps et qui habitait à l'époque Cormelles-en-Parisis (95). Je ne sais rien de ce qu'il a fait. Qui peut m'aider ? Je souhaiterais entrer contact avec des anciens FTP de l'agglomération de Cormelles-en-Parisis à Argenteuil, ou avec toute personne pouvant me renseigner sur eux. Merci.

Contacteur Isabelle LAZZARINI
e-mail : isabelle.lazzarini@culture.gouv.fr

Je cherche des informations sur Edgard PONTIUS, maire de Cruzille, arrêté par les Allemands en 1944, déporté et mort en déportation soit en 1944 soit en 1945 à Flossenbürg ou à Prague (selon une plaque apposée à Cruzille). Il a appartenu au réseau Action, mission Armada, au MUR, à l'AS.

Contacteur Claire CORNILLON
Sagy, 71260-CRUZILLE
Tél : 03 85 33 24 89
E-mail : claire.cornillon@wanadoo.fr

Mon père, né en 1923 et décédé en 1954, alors que j'avais 5 ans, est entré dans la Résistance en 1943/1944. On l'appelait «Etincelle» et il a participé au maquis du Vigen puis à celui du «Mur de l'Atlantique». Quelqu'un l'a-t-il connu ou se souvient-il de lui ?

Contacteur Christiane VECLIN
87510-PEYRILHAC
E-mail : christianeveclin@wanadoo.fr

Je fais des recherches historiques sur la Résistance franco-belge qui me conduit à quelques noms sur lesquels je n'ai aucune information. Il s'agit d'Irène STEINHAUS, d'un certain LAGACHE, d'un certain BESSE. Qui les connaîtrait ? Merci de bien vouloir me renseigner. Contacter Claude COUSSEMENT

E-mail : Claude.couss@infonle.be

Suis à la recherche de tout document concernant mon beau-père, Robert PENILLEAULT, Résistant de la première heure et ayant été après la Libération le premier administrateur du journal France d'Abord. Et ce afin de léguer à ses petits-enfants le souvenir d'un grand-père héroïque, qui avait beaucoup de réserve et de pudeur sur cette période si troublée. Si vous aviez également des documents concernant ma belle-mère, son épouse Madeleine PENILLEAULT née RANAUD, également résistante, je vous en saurais gré.

Contacteur Nadine PENILLEAULT
Résidence le Rouget, 22230-ILLFAUT
E-mail : nadine.penilleault@tiscali.fr

Mon arrière-grand-père faisait partie d'un groupe de résistants nommé «Action 40» sur le secteur de Lille, mais je ne trouve aucun renseignement à son sujet, si ce n'est un document trouvé à Caen dans son dossier de déporté suite à dénonciations pour faits de Résistance et de sabotages pour le compte d'«Action 40». Qui peut me donner des renseignements sur ce groupe ? Merci.

Contacteur Denis CAUDRON,
35 rue de la Flamandière
59190-HAZEBROUCK
E-mail : dcaudron@free.fr
Tél : 06 85 33 83 29

Cherche des renseignements sur le parcours en Résistance de mon grand-père, Francis CROUZAUD alias «Gérard», ex-capitaine FFI ayant participé à la libération de Limoges et qui est décédé en 1989. Qui pourrait m'aider à retracer certains éléments ou contacter des personnes l'ayant connu à cette époque ? Merci de votre aide.

Contacteur Lionel PARDE
13 rue du Parc, 28500-CHERIS
Tél : 02 37 41 42 55 Port : 06 89 75 88 38 E-mail : lparde@club-internet.fr

Mon père d'origine polonaise, Richard Mieczyslaw FABER (19/06/1925), a combattu dans le bataillon Valmy sous le commandement de Mieczyslaw Bargiel (nom de code commandant Roger) en 1943. La famille de mon père habitait alors à Montceau-les-Mines. La carte FFI de mon père, délivrée en novembre 1944, stipule qu'il faisait partie de la région militaire de Dijon. Je recherche des anciens compagnons de mon père, des témoins et des renseignements qui pourraient m'aider à enrichir mes connaissances sur cette période importante dans la vie de mon père ? Merci.

Contacteur Claude FABER
18 rue Louis-Vignes 31200-TOULOUSE
Tél : 06 07 90 03 89
E-mail : claude.faber@wanadoo.fr

Je cherche des renseignements sur mon grand-père paternel, Bernard DAOULAS, ancien résistant, basé à Vienne (Autriche) à la fin de la Guerre. Par avance, merci.

Contacteur Caroline DAOULAS,
12 square Frédéric Joliot-Curie
92350 - LE PLESSIS-ROBINSON
Port : 06 60 70 05 23
E-mail : cadaoulas@wanadoo.fr

Je recherche toute trace concernant mon grand-père René MUSEUX alias Commandant Constant, chef des FTP puis des FFI dans le Vercors, voulant en apprendre plus sur son passé et qu'il soit plus reconnu pour ses actions. J'ai les photocopies de ses papiers militaires : médaille de la Résistance, des Evadés, Légion d'honneur. Qui peut m'aider ? Merci.

Contacteur Jean-Pierre MUSEUX.
E-mail : jean-pierre.museux@wanadoo.fr

Suite au décès d'un membre de ma famille, René STEIB, ancien du maquis du Lomont dans le Doubs, j'ai retrouvé des lettres concernant un autre résistant : Georges LAMARQUE, qui en septembre 1944, se trouvait dans le village de Luze (70) afin d'espionner les Allemands occupant le fort au dessus du village. Ceux-ci s'en étant aperçus menacèrent de prendre des otages, ce qui amena Georges Lamarque et ses deux techniciens à se dénoncer ; ils furent fusillés. Or ces 3 hommes avaient été hébergés chez ma grand-mère (Estelle Steib), dont la maison a été à l'occasion incendiée. J'ai retrouvé il y a quelques temps des lettres de la mère de Georges Lamarque adressant des remerciements à ma grand-mère. Qui pourrait m'aider à retrouver des membres de la famille de Georges Lamarque et m'aider à faire en sorte que le village de Luze donne le nom de cet illustre résistant à une rue et appose une plaque commémorative sur la maison reconstruite (et occupée par un autre petit-fils d'Estelle Steib).

Contacteur Jean-Claude STEIB
2, rue du Chêne
10160-VILLEMOIRON-EN-OTHE
Tél : 06 87 09 14 95
E-mail : steib.jc@wanadoo.fr

LA VIE DE L'ASSOCIATION

AUDE

Les travaux du congrès départemental de l'ANACR se sont déroulés le 5 octobre 2007 à Alet-les Bains (arrondissement de Limoux), avec la participation de plus de 80 personnes. On notait la présence de MM. Caby, Directeur départemental de l'ONACR, Trastet, Président départemental de l'ANACR de l'Ariège, les Présidents de l'UFAF, de l'ARAC, de la Fédération Maginot, de la FNACA et de l'Amicale des Guérilleros espagnols, le Commandant Rousseau de la Compagnie de Gendarmerie de Limoux, les Présidents des Comités d'Entente, de 12 porte-drapeaux.

Après la minute de silence observée en mémoire de tous les camarades disparus en 2006/2007, et les souhaits de bienvenue de M. Alandry, Maire d'Alet-les-Bains, le compte rendu d'activité 2006/2007, présenté par le Secrétaire général Ruben Rubio (Ami de la Résistance), porta entre autres sur les témoignages dans les collèges pour la préparation du Concours National de la Résistance, les visites sur les hauts lieux de la Résistance (Vercors, Oradour-sur-Glane, et la Montagne Noire), la vérification des copies du Concours de la Résistance, présentées par les élèves des collèges et lycées de l'Aude, et diligent par l'Education Nationale.

La Journée Nationale de la Résistance du 27 mai, célébrée cette année le 30 mai, en raison de fêtes de la Pentecôte. La journée de la Résistance Audoise, organisée par l'ANACR le dernier dimanche de juillet à Limoux, en remplacement des cérémonies anniversaires des stèles, maintenant sous la tutelle des maires, a été soutenue par le Député-maire de Limoux, elle inclut un recueillement au Monument départemental des Guérilleros Espagnols, au tombeau du Lieutenant américain Paul Swank, et au Monument de la Résistance à Limoux. Elle est organisée par notre camarade Marcel Deshayes, Ami de la Résistance et Président du Comité local ANACR de Limoux.

Fut évoquée la remise en place du monument de la Résistance de Carcassonne, place Davilla, face au Monument 70 - 14/18 particulièrement laborieuse et difficile à obtenir. L'ANACR et le Président du Comité d'Entente ont été la cheville ouvrière de cette remise en place définitive grâce aux décisions favorables du maire de Carcassonne et de l'architecte départemental des Bâtiments de France. L'inauguration a eu lieu le 19 avril 2007.

Il en fut de même pour Le dossier concernant la «clairière de Baudrigues» (haut lieu de la Résistance, où furent atrocement assassinés plusieurs résistants dont Jean Bringer, chef de la Résistance audoise. Les acquéreurs du domaine où est placée cette clairière se sont engagés à respecter ce lieu de mémoire.

Après la présentation du Bilan financier par le Trésorier Lucien Pally, félicité pour la bonne tenue des comptes, et celle des nouveaux statuts départementaux par le Secrétaire, les participants votèrent le quitus, le bilan d'activité et les nouveaux statuts adoptés à l'unanimité comme le fut la résolution finale.

Les congressistes entendirent encore M. Jean-Luc Caby, directeur de l'ONACR, Emmanuel Trastet, président de l'ANACR de l'Ariège, Girardet, président de l'UFAF, le rapport moral du Président et M. Alandry, maire.

Puis tous se rendirent au Monument aux Morts pour le dépôt des gerbes du Conseil général de l'Aude et de l'ANACR.

LOT-ET-GARONNE

Comme chaque année, l'assistance était nombreuse devant la stèle de «La Ragotte» : 35 drapeaux, le sous-préfet de Marmande, le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie Mme Dreux, Conseillère générale de Duras, M. Camani, Conseiller général de Seyches, MM. Berry, maire de Lévisnac, Denis maire de Duras, le Directeur du lycée de Duras et Mme le professeur accompagnant 40 élèves, des représentants d'associations d'Anciens Combattants du Marmandais.

Après le dépôt de la gerbe de l'ANACR, par des enfants, Darthial, Gabarra, Maury, Ossard, celle des Anciens Combattants de Lévisnac, du Conseil Général et celle de la sous-préfecture de Marmande, Hélène Savariad, des Amis de la Résistance, puis Michel Faux, au nom de l'ANACR, retraçèrent cette journée du 17 décembre 1943, durant laquelle Allemands et miliciens attaquèrent la ferme de la Ragotte, tuant 3 résistants et en arrêtant 8 autres qui seront déportés (4 ne revinrent pas).

LOZÈRE

Le Concours National 2007 de la Résistance et de la Déportation avait réuni de nombreux collégiens et lycéens de Lozère autour d'une réflexion sur le thème : «Le travail dans l'univers concentrationnaire». Le 18 juin 2007, les lauréats ont été récompensés lors de la remise des prix à la Préfecture.

Ce 2 février, ils étaient invités par l'Office National des Anciens Combattants et l'Association Départementale des Anciens Combattants et Amis(e)s de la Résistance à visiter le Centre de l'Histoire de la Résistance et de la Déportation à Lyon. Ils étaient accompagnés par d'anciens Résistants, des membres des Amis(e)s de la Résistance, de représentants de l'ONACR et de l'Inspection Académique, organisatrice du Concours, de professeurs et de parents d'élèves.

Les lauréats se sont imprégnés d'un lieu hautement symbolique, puisque cette ancienne Ecole de Santé Militaire a vu Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon, sévir dans ses bâtiments. Ils ont pu ainsi, à travers un univers sonore et visuel, appréhender les années d'occupation, la clandestinité, les wagons plombés mais aussi la Résistance et l'espoir.

La visite a été précédée d'une projection d'extraits du procès de Klaus Barbie (Lyon, 4 mai/4 juillet 1987). L'émotion et le recueillement des élèves étaient sensibles et le témoignage de leurs impressions, au retour, a montré aux deux résistants présents l'attachement des jeunes générations et de leurs professeurs aux valeurs des idéaux communs des combattants.

ALSACE

L'Assemblée Générale du Comité Régional des Anciens Combattants et Amis(e)s de la Résistance s'est réunie autour de son président, Raymond Oliff, pour un bilan d'activité de l'année 2007.

Comme par le passé, et grâce au dynamisme de son président et de son trésorier, Théo Bohrmann, l'ANACR a participé à de nombreuses inaugurations et commémorations afin de faire vivre les valeurs et les idéaux de la Résistance, dans le souci constant d'honorer la mémoire des Anciens Résistants.

Raymond Oliff, Théo Bohrmann et Adolphe Löw, anciens résistants fidèles à leur engagement de poursuivre la transmission de la Mémoire aux jeunes générations, ont pu témoigner devant des classes de collégiens et de lycéens. A cette occasion, la lettre de Guy Mocquet a été lue devant les élèves et, pour enrichir ce témoignage, Raymond Oliff a tenu à lire aussi la dernière lettre que son ami René Birr, grand résistant, adressait à ses parents avant d'être assassiné par ses bourreaux le 1^{er} juin 1943.

Représentée au jury du Concours National de la Résistance et de la Déportation par Jeanine Bazia, l'ANACR regrette les dysfonctionnements dans l'organisation de ce concours qui ne permettent pas une contribution réelle de toutes les Associations, ce qui explique pour une grande part la désaffection de ce concours par les enseignants et leurs élèves dans l'Académie. L'idée de créer un Comité d'organisation regroupant toutes les associations ainsi que le souhaitait le regretté Président de l'ANACR Roland Netter ne peut, hélas, aboutir.

Afin de resserrer les liens avec nos amis allemands, Nicole et Adolphe Löw ont représenté l'ANACR au côté des membres de l'«Association des Victimes du Nazisme» (VNV) qui perpétue le devoir de mémoire et lutte contre toutes les formes de racisme.

La «Troisième Rencontre de la Mémoire» a été suivie avec intérêt par un public attentif aux récits émouvants de nos amis Löw et Charrier. La «Quatrième Rencontre de la Mémoire» est en préparation pour 2008.

Enfin, l'ANACR et l'UFAF ont poursuivi leur action pour que le 27 Mai devienne la Journée Nationale de la Résistance.

Le nouveau bureau de l'ANACR d'Alsace a porté à sa présidence Raymond Oliff, avec pour vice-présidente Suzanne Wiener, Secrétaire Générale : Flora Hubert, Secrétaire Générale adjointe : Jeannine Bazia.

JURA

La cérémonie annuelle d'hommage aux huit martyrs de la Résistance retrouvés morts au bois des Ruppes, après avoir été torturés dans les cellules de la Caserne Brack de Dôle, a, le 1^{er} septembre dernier, rassemblé devant le monument qui les honore une assistance particulièrement nombreuse aux côtés de personnalités civiles et militaires, des représentants des associations du Monde Combattant et de la Déportation.

On notait la présence du Secrétaire général de la Préfecture du Jura, dont le discours fut particulièrement écouté, du sénateur-maire de Dôle, du député de la circonscription, de M. Gérard Furney, maire de Brévaux, commune sur le territoire de laquelle est érigé le monument, et également «Ami de la Résistance».

CORRÈZE

L'Assemblée générale de l'ANACR de Corrèze s'est tenue le 2 décembre 2007 à Meymac, avec 123 participants.

Le rapport moral, présenté par Bernard Delaunay, s'est articulé autour de la notion de pluralisme, du travail de mémoire et d'histoire et du devoir de vigilance.

Le pluralisme – a rappelé Bernard Delaunay – s'entend comme une représentation la plus large possible des courants de pensée démocrates et progressistes au sein de notre association, à l'exclusion des idéologies réactionnaires et racistes, des héritiers du pétainisme, s'entend comme un respect mutuel entre les femmes et les hommes, les anciens et les jeunes, s'entend comme le respect des convictions de chacun et de son action à titre individuel, au sein d'autres associations, syndicats ou partis politiques.

Au niveau des instances dirigeantes des comités locaux, départementaux et nationaux, il réclame une totale indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques, et le respect des orientations et des décisions prises par les Congrès nationaux de l'ANACR, il est la condition du recrutement de nouveaux Amis, de la capacité d'action et de la pérennité de notre association, désormais connue des pouvoirs publics pour son attachement aux valeurs de la République.

«Le travail de mémoire et d'histoire – a poursuivi Bernard Delaunay, c'est le premier pilier de notre action. doit contribuer, sous toutes ses formes, écrites, audiovisuelles, matérielles, s'appuyant sur les témoignages et les archives, à l'établissement de la vérité historique et à sa diffusion auprès de toutes les générations, particulièrement lors des commémorations du 8 mai 1945, du 18 juin 1940, du 27 mai 1943. Ce sera l'objet de notre résolution sur le « 27 mai, Journée Nationale de la Résistance » à transmettre aux pouvoirs publics et à diffuser largement afin d'en obtenir une reconnaissance officielle.] doit permettre de rectifier des erreurs, de s'opposer aux falsifications, aux insinuations malveillantes, au négationisme, ou tout simplement à l'oubli...»

« Notre mission de « passeurs de mémoire » s'accompagne bien entendu d'un devoir de vigilance, d'une mission de « Sentinelles des valeurs de la Résistance et de la démocratie ». C'est le second pilier de notre action. Il suffit d'ouvrir les yeux sur l'actualité nationale et internationale pour observer les multiples remises en cause en France de ce que l'on croyait être les acquis du programme du CNR, les résurgences du fascisme, du nazisme, les intégrismes ; la recrudescence des mouvements et groupes paramilitaires néonazis ou néofascistes en Italie, Espagne, Hongrie, Russie, Pays Baltes, Belgique, etc. A l'échelle mondiale, on ne compte plus les transgressions des droits de l'homme, les génocides, les guerres civiles, religieuses, les agressions militaires ou terroristes, bafouant la loi internationale de l'Organisation des Nations Unies (ONU)...

« Il nous revient de donner des repères identitaires aux forces vives de notre pays afin qu'elles prennent en main leur propre destin, comme l'ont fait les Résistants dans les années noires de l'Occupation. Le programme du CNR est l'un de ces repères essentiels, au même titre que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et que notre devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité ». La diffusion la plus large de ce sur Internet..., l'explication de son contexte, son commentaire lors de nos interventions, doivent être l'une de nos actions, essentielles pour faire vivre encore les valeurs de la Résistance qui restent des valeurs d'aujourd'hui et de demain pour la démocratie et pour la paix. »

Ce rapport moral ainsi que les rapports d'activité et financier furent adoptés à l'unanimité. Quant aux nouveaux statuts départementaux conformes aux statuts nationaux de Limoges, ils furent adoptés par 119 pour et 4 abstentions.

5^{ème} STAGE NATIONAL DE FORMATION DES "AMI(E)S DE LA RÉSISTANCE (ANACR)

2 - 3 - 4 MAI 2008

Pensez-y.

HAUTE-GARONNE

L'ANACR a été invitée le 21 décembre dernier à participer à un exposé sur la Résistance dans la région toulousaine à l'occasion de l'exposition – organisée à « Odysseus » et placée sous le patronage de M. Keller, maire de Bagnac – de photos de Germaine Chaumel consacrée à Toulouse, et plus particulièrement aux années noires du régime pétainiste et de l'occupation nazie.

Plus de 100 jeunes de classes de première et de terminales des lycées bagnacais ont ainsi assisté avec leurs professeurs à un exposé audio-visuel dirigé par Elénika Leroy (Association « autrement dit ») et incluant de larges extraits du film « 35ème Brigade Marcel Langer », consacré à l'un des plus célèbres groupes de FTP-M.O.I.

L'ANACR était représentée par Charles Estein, secrétaire adjoint, qui a évoqué le combat des Résistants du corps franc Pomies, du réseau Morhange, des maquis de Betchat et Saint-Lys, des groupes FTPF et de la Brigade Langer.

Les jeunes prirent de nombreuses notes, beaucoup découvrant la période...

MEURTHE-ET-MOSELLE

La Malpierre est une clairière située de la commune de Champigneulle, près de Nancy, où, de 1940 à 1944, les Allemands fusillèrent des Résistants.

Chaque année, des cérémonies s'y déroulent, tel le rassemblement le dernier samedi de juillet organisé par les communes de Champigneulle et Auboué en mémoire des 15 résistants d'Auboué fusillés là le 27 juillet 1942.

Or, malgré des démarches entamées, aucune plaque portant les noms de la centaine de patriotes qui furent fusillés dans la clairière n'a été apposée sur le monument du sculpteur Henry érigé à la Malpierre en 1963.

On peut s'interroger sur les motivations de cet état de fait : volonté du sculpteur que rien ne soit apposé sur son œuvre ? Crainte d'oublier des noms ? Coût ? Crainte que les noms cités ne fassent apparaître une forte proportion de communistes et d'immigrés, dérangeant pour certains ? Des initiatives privées devront elles se substituer aux Pouvoirs publics ?

Ecrire leurs noms sur une stèle serait rester fidèles à ceux qui sacrifièrent leur vie.

FINISTÈRE

Il y a six ans, les Résistants, les démocrates avaient permis d'empêcher le changement de nom du Lycée Professionnel de Plouhinec (29780) portant le nom de Jean Moulin auquel certains voulaient substituer celui d'Eric Tabarly. L'on pouvait penser avoir découragé ce genre d'entreprise visant à éliminer les traces de la Résistance.

Mais, non loin de là, on a récidivé au Guilvinec, en substituant pour une rue le nom d'un « capitaine d'industrie » local à celui de Paul Langevin, éminent physicien français antifasciste dont l'arrestation par la Gestapo le 30 octobre 1940, l'emprisonnement à la Santé, et la révocation par Vichy fut à l'origine de la manifestation étudiante du 11 novembre 1940 à l'Etoile. Les cendres de Paul Langevin, qui fut membre du Comité parisien de Libération et, avec Henri Wallon, auteur d'un célèbre plan de réforme de l'enseignement dans l'esprit du Programme du CNR, ont été transférées au Panthéon en 1948.

L'ANACR mène bataille pour faire annuler cette honte.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Jérôme SANTARELLI (Corse du Sud)

Né le 25 mars 1912 en Corse du Sud, à Vignello dans une famille très modeste, Jérôme Santarelli entre en 1930 à l'école normale d'instituteurs d'Ajaccio. A 21 ans, il intègre comme élève-officier de réserve (EOR) l'Ecole militaire de Saint-Maixent d'où il sort sous-lieutenant. Son service accompli, il commence une carrière d'instituteur et, en 1935, adhère au Parti Communiste Français. Mobilisé En 1939, il est mobilisé au 10^{ème} bataillon du 373^{ème} RI à Bonifacio. En novembre 1942, après l'occupation italienne de la Corse et une brève interpellation policière, se sachant menacé, il entre en clandestinité et trouve refuge dans une grotte près du village de Mola, dans la vallée de l'Ortole. De là, dans un premier temps, avec Joseph Tramoni, qui sera maire de Sartène à la Libération, ils rédigent, diffusent des tracts et entrent en contact avec la population du village de Giannuccio, dans le massif de l'Uomo di Cagna. Ainsi commence à s'organiser la Résistance sarthenaise, incitant les habitants à des actions de harcèlement contre l'occupant (sabotages de lignes téléphoniques) et à rejoindre le Front National, auquel appartient Jérôme Santarelli. En mars 1943, le Front National lui confie l'organisation militaire de l'arrondissement d'Ajaccio. Le 27 juin, préparant en compagnie de Jean Nicoli la réception d'armes amenées par le sous-marin Casabianca sur la côte des Agriates, il est arrêté avec lui par les Italiens à Ajaccio. Jean Nicoli, reconnu, sera fusillé par les fascistes, et Jérôme Santarelli sera condamné à 30 ans de réclusion, une peine qu'il effectuera en Italie. Profitant de la débâcle des troupes de l'Axe, il s'évade, rejoint la Résistance italienne, puis les troupes alliées qui le rapatrièrent à Alger. Il reviendra en Corse le 7 juillet 1944. De 1981 à 1996, Jérôme Santarelli a été président de la section de Corse-du-Sud, dont il est resté le président d'honneur jusqu'à son décès. De 1982 à 1988, il fut membre du Conseil National de l'ANACR et en était membre honoraire.

André KIRCHEN (Seine-Saint-Denis)

C'est à l'âge de 15 ans qu'André Kirchen, ayant rejoint les groupes de combat de la Jeunesse communiste, abat un soldat allemand le 10 septembre 1941 au métro Porte-Dauphine, à Paris. Arrêté par la police de Vichy le 9 mars 1942 après un attentat manqué contre l'exposition antichémique de la Salle Wagram, livré aux Allemands, il est, compte tenu de son jeune âge, condamné à 10 ans de prison lors du « procès » organisé du 7 au 14 avril 1942 par les Nazis à la Maison de la Chimie à l'encontre de vingt-sept combattants des groupes de combat de la Jeunesse communiste et de l'Organisation Spéciale du Parti Communiste qui, pour 25 d'entre eux, seront condamnés à mort. Emprisonné à Anrath en Allemagne, il est libéré le 10 avril 1945. Sous le pseudonyme d'André Rossel, il fut depuis la Guerre écrivain et éditeur, et, après avoir publié le *Procès de la maison de la Chimie*, il avait, sous le nom d'André Kirchen-Rossel, publié en 2005 son témoignage, « La mort à 15 ans ». Il était Chevalier de la Légion d'Honneur.

Marcel CHADEBECH (Rhône)

Entré en résistance dès sa démobilisation en septembre 1940, travaillant au centre de tri postal de Lyon-Gare, il milite au sein des Jeunesses communistes et du Parti communistes clandestins, dont il deviendra l'un des responsables locaux. Engagé dans la lutte armée, il est l'un de ceux qui abattent à Lyon un premier soldat allemand, puis il rejoindra le maquis FTPF de l'Azergues (Rhône), avec lequel, devenu le « Commandant Caron », il participera aux combats menant à la Libération. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur.

Jean HULIN (Val d'Oise)

Havrais de naissance, Argenteuil/ais d'adoption, Jean Hulin, disparu dans sa 88^{ème} année, avait été mobilisé en 1940 dans l'Aviation. Démobilisé, il fut réquisitionné chantiers de jeunesse, où naquit sa révolte contre le régime pétainiste. Arrêté par la police française, condamné à mort par le régime de Vichy, il ne dut son salut qu'à l'intervention du général Delestraint. Revenu à Argenteuil en 1941, il fut pendant quatre longues années le résistant « Tanguy Poitou ». Profitant de son activité de contrôleur de fabrication à la Lorraine, ancêtre de l'usine Dassault, il contribua à saboter la production aéronautique allemande. Responsable départementale de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), il recueillit des renseignements précieux, falsifia des laissez-passer et aida plusieurs familles juives à échapper aux griffes de la Gestapo. En 1944, il avait pris part à la récupération d'armes allemandes à l'usine Jumo et aux réunions clandestines du Comité local de libération au sous-sol de la villa Joly (ancienne mairie). Après-guerre, il fut conseiller municipal puis, plus durablement, secrétaire départemental de l'ANACR et directeur du musée de la Résistance et de la Déportation d'Argenteuil. Il était membre du Conseil national de l'ANACR depuis son élection au congrès de Clermont-Ferrand en 1986.

Paul CAILLES, Antoine GHENO, Michel PEREZ, Louis FREIRE (Haute-Savoie)

Paul Cailles porte-drapeau et membre du Bureau départemental de l'ANACR de Haute-Savoie n'est plus. Ancien combattant d'Algérie, cet ancien restaurateur était une figure de la vie communale à Cran-Gevrier. S'étant investi dans le combat de transmission des valeurs de la Résistance, il était devenu l'un des principaux animateurs des Amis(e)s de la Résistance (ANACR). Membre de la Commission nationale de l'Association Nationale des Amis(e)s de la Résistance, il avait été élu au Conseil de l'ANACR au Congrès de Grenoble de l'ANACR en 2004 et réélu à celui de Limoges en 2006.

Réfractaire du STO, Antoine Gheno, « Dany » dans la Résistance, réfugié dans le Jura, participa à la naissance du maquis de la région de Lannoura et à ses missions. Arrêté en mai 1944 à Saint-Claude, 8 jours après son mariage avec Maximine, il est interné au camp de Royallieu à Compiègne avant d'être déporté à Buchenwald, à Dora et Arzberg. Libéré le 11 avril 1945 par la 8^{ème} Armée anglaise, il s'installa à Annecy. Il était titulaire de la Légion d'Honneur, de Médaille Militaire, la Croix de Guerre 39-45 et la Médaille de la Résistance.

Michel Pérez, combattant républicain espagnol réfugié en France, en 1943, avait, après un passage dans les camps de travailleurs, rejoint la Résistance en entrant dans la compagnie FTP 93-05.

Louis Freire, décédé au mois d'octobre dernier, chemina sous l'Occupation, avait rejoint la compagnie FTP 93-05 et, après la Libération de la Haute-Savoie, avait poursuivi le combat en Maurienne et en Tarentaise dans l'Armée des Alpes.

Roger COMBRISSE (Essonne)

Disparu en février 2008 à 86 ans, Roger Combrisse, chef de district à la SNCF, entra en Résistance, ce qui lui valut d'être déporté dans un camp de concentration nazi, comme le fut Denise, sa femme, décédée en 2006. Après la Guerre, Roger Combrisse devint Conseiller municipal puis de 1959 à 1992 maire communiste de Corbeil-Essonnes. Il fut aussi à plusieurs reprises Conseiller général de Seine-et-Oise puis de l'Essonne, et député de l'Essonne. Membre de l'ANACR, il était Chevalier de la Légion d'Honneur.

Michel VOLLE, Lucienne LEHMANN-NETTER (Paris)

Né en 1934, Michel Volle appartient à cette génération qui connut les guerres coloniales des années cinquante en Afrique du Nord. Il mit au service du monde combattant les acquis de cette expérience. Il siégeait au sein du Comité d'Entente des Associations de Combattants du 12^{ème} arrondissement de Paris où il avait été rénové le 27 mai comme Journée de la Résistance. Président de l'UDAC de Paris, il n'oubliait pas, marqué dans son enfance par l'Occupation et les combats pour la Libération, ce que la France devait à la Résistance. Sa participation aux activités des Amis(e)s de la Résistance, l'avait fait élire à la Commission nationale de l'Association des Amis(e)s et au Comité Directeur parisien de l'ANACR puis, en 2002 à son Conseil National. Peu de temps avant son décès, il avait été désigné pour représenter l'ANACR à la Commission des Affaires Internationales de l'UFAIC.

Membre du Comité Directeur de Paris de l'ANACR, Lucienne Lehmann-Netter est disparue à 87 ans. Parisienne de naissance, elle entama ses études supérieures dans le Paris occupé, participant à la manifestation du 11 novembre 1940 à l'Etoile. En opposition permanente aux occupants, elle contribua à faire passer en zone non occupée un Alsacien menacé d'incorporation dans l'armée allemande. A l'été 1942, elle quitta Paris pour s'installer dans l'Indre (Saint-Benoît-du-Sault) où elle a trouvé le contact avec les Résistants. Agent de liaison, elle aura aussi la charge de l'édition de tracts clandestins. Depuis plus de trente ans, attentive à la transmission de la mémoire, elle était intervenue dans de nombreux établissements d'enseignement (écoles, collèges, lycées) sur le rôle de la Résistance dans la lutte contre les nazis et sur la vigilance toujours nécessaire face aux atteintes aux libertés et aux manifestations de racisme.

Pierre REALI (Bouches-du-Rhône)

Né en 1927, Pierre Réali entre à l'âge de 17 ans dans la Résistance le 25 février 1944 sous le pseudonyme de « Paul ». Mis à la disposition du sous-secteur FTPF d'Arles sous les ordres directs de Joseph Hovaneissian, il participe dès le mois de mars à la diffusion de tracts clandestins et de bulletins de la Résistance. A partir d'avril, il lui est confié la mission de surveiller des agents de Gestapo. Ainsi, en mai 1944, il fournit de renseignements précieux sur les effectifs et les mouvements des forces allemandes en Camargue. Le 10 juin, sous le commandement de René Blanc et de Jean Saler, il participe au sabotage des poteaux des lignes téléphoniques à Saint-Martin-de-Crau et, le 10 juillet, au sabotage du pont de Trinquetaille. Les 22-23 et 24 août 1944, il participe aux combats de la libération d'Arles et fait partie du groupe qui fait une trentaine de prisonniers au Mas de Lacroix. Le 31 août, il signe un pour la durée de la Guerre au 3^{ème} Rég^{iment} Rhône-et-Durance. Il était titulaire des Croix du Combattant Volontaire 39/45, du CVR et du Combattant. Il était Président du Comité local d'ARLES de l'ANACR 13.

Le Président Pierre Sudreau vient de perdre son épouse, Madame France Sudreau, elle-même Résistante. La Direction de l'ANACR, représentée par les Présidents Robert Chamberlain et Louis Cortot, Charles Fournier-Bocquet, secrétaire général, et Jacques Varin, secrétaire général adjoint, à l'hommage rendu à Mme Sudreau, a tenu à exprimer au nom de tous nos adhérents au Président Sudreau sa profonde amitié en ces moments douloureux.

L'AFFAIRE DU MASSILIA : UNE INFAMIE DE PETAIN

Jean Marielle, qui réside à Vichy et fait tant pour maintenir et exalter le souvenir des 80 parlementaires refusant leur vote à Pétain le 10 juillet 1940, publie un nouveau livre consacré à un certain nombre de faits majeurs de l'époque.

Il y a bien sûr l'évocation de la prise de pouvoir par le maréchal félon. Comme nous l'avons souvent fait remarquer, la désignation de Pétain comme successeur de Paul Reynaud était déjà une acceptation de la défaite, car les hommes politiques ayant participé à cette nomination, la majorité du gouvernement et le Président Lebrun n'ignorent pas que le maréchal, déjà fustigé par Clémenceau pour son défaitisme lors de la Première Guerre mondiale, allait de toute évidence capituler. Avec la complicité de Pierre Laval, il accumula en quelques jours, depuis l'ordre de cesser le combat donné à la radio le 17 juin 1940, avant même que soient engagés les pourparlers d'Armistice, les manœuvres criminelles contre la Nation et la République.

Le texte dont Laval obtint le vote par les membres des Assemblées qui avaient pu gagner, le 10 juillet, le Casino de Vichy, « donne tout pouvoir au Gouvernement de la République sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain ». Effectivement, la France était encore, ce 10 juillet, une République, mais souligner l'autorité de Pétain et la nécessité de sa signature était une manifestation d'intention, surtout que ces pouvoirs consistaient à « promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'Etat Français ». On notera le surgissement de l'expression « Etat Français ». Mais, déjà, ce texte ouvrait la voie, comme nous l'avons dit sur les lieux mêmes, lors d'un congrès national en 1990, à la liquidation de la République, la Constitution ne donnant absolument pas

au Parlement le droit de déléguer ses pouvoirs à qui que ce soit pour la réviser. Le pouvoir de révision n'appartenait qu'à lui, chacune des deux chambres devant séparément examiner et voter sur le texte de la révision. Elles devaient se réunir ensuite en « Congrès » (comme pour l'élection d'un Président de la République) et si une majorité s'affirmait l'accord prenait effet. La loi du 14 août 1884 précisait encore que « la forme républicaine du gouvernement ne pouvait faire l'objet de révision ». Or là, J. Marielle a raison de relever que la révision doit être « ratifiée par la Nation et appliquée par les assemblées qu'elle aura créées ». C'est en fait la structure et le fonctionnement de la République qui sont en cause : une sorte de plébiscite, puis la création d'assemblées... évidemment autres que Chambre et Sénat.

Honneur aux 80 parlementaires qui se dressèrent contre le coup d'Etat, dont (les 23 premiers ayant prévu que notre regretté Président Vincent Badier serait leur porte-parole). Ils avaient bien deviné (ce qui n'était guère difficile) que c'était la mort de la République. D'ailleurs le lendemain matin, le Maréchal entra chez le Président Albert Lebrun, et lui déclara : « Je ne suis pas votre successeur puisque nous instaurons un nouveau régime », en lui remettant les premiers textes élaborés la nuit sur du papier à en-tête de l'« Etat Français ». C'était cela la « révision » ! D'autres ont mérité le porteur pour moins que cela.

L'AFFAIRE DU MASSILIA

Jean Marielle rappelle ensuite à juste titre l'affaire du Massilia, encore insuffisamment connue.

Presque 3 semaines avant les coups d'Etat de Vichy, 27 parlementaires embarquaient au Verdon, près de Bordeaux, sur le Paquebot Massilia. Peu après, Pétain et

Laval les qualifièrent de fuyards. Inqualifiable infamie !

En effet, dans les derniers jours du gouvernement Reynaud et les premiers du gouvernement Pétain, des discussions avaient eu lieu entre les ministres pour savoir s'il convenait de se transporter en Afrique du Nord et tenter de résister plutôt que de rester sur place. Pétain voulait rester, bien sûr, mais ceux qui désiraient partir auraient l'accord du gouvernement, l'Amiral Darlan faisant mettre à leur disposition le paquebot Massilia et demandant de plus au Général Noguès, résident général de France au Maroc, de lui préparer un poste de commandement à côté du sien, à Rabat. - 1 -

Le 20 juin fut affiché dans les locaux réservés aux députés cet avis : « Le Gouvernement, d'accord avec les Présidents des Chambres, a décidé hier 19 juin que les parlementaires embarqueraient sur le Massilia aujourd'hui 20. La rivière (sic) ayant été minée à Pauillac, le Massilia n'a pu remonter à Bordeaux comme prévu et est resté au Verdon. C'est donc au Verdon que doivent se rendre les parlementaires par des voitures que le gouvernement doit leur procurer ».

Signé F. Darlan

Une cinquantaine de parlementaires devaient partir. Vu le changement de lieu, réussirent à le faire seulement 26 députés et un sénateur. Le Massilia leva l'ancre le 21 juin à 13 h, emmenant avec eux des membres du personnel de l'Assemblée et des archives. Le Général Michel, Commandant militaire du Palais Bourbon était également présent.

L'ancien chef de cabinet de Clémenceau, Georges Mendel, ministre de l'Intérieur était là, de même que César Campinchi, ministre de la Marine, Jean Zay, Yvon Delbos, Pierre Mendès-France, Paul Bastid, Le Troquer... et même Daladier. Apprenant à bord la signature de l'Armistice, ils demandèrent au commandant de faire route vers l'Angleterre. Celui-ci refusa de communiquer par radio avec Darlan pour ne pas se faire repérer par des sous-marins ennemis. Décision générale : continuer vers Casa. Le Général Lebrun, Commandant de la subdivision de Casablanca, monta à bord et déclara : « Nous sommes prêts à nous grouper autour de vous pour la défense de la Patrie ». Daladier et Mandel partirent pour Rabat dans une voiture de la subdivision. Apprenant les conditions d'Armistice, les deux hommes prirent rendez-vous par téléphone avec le Consul de Grande-Bretagne. Pendant 2 jours ils firent des allers et retours Casablanca-Rabat. Le 25, un hydravion anglais dans lequel se trouvaient les ministres britanniques Duff Copper et Gort vinrent chercher Mandel et Daladier. Le chef de cabinet de Noguès leur interdit de prendre contact. Un contre-torpilleur anglais devait emmener à Gibraltar tous les passagers du Massilia. Noguès les fit bloquer sur le Massilia, ne les laissant débarquer qu'après le départ du navire anglais, et plusieurs, ramenés en France en Zone Sud, furent jetés en détention !

Georges Mandel, on le sait, fut assassiné par la Milice en forêt de Fontainebleau dans les jours qui précéderent l'Insurrection Nationale.

Jean Zay le fut près de Vichy. Pierre Mendès-France, arrêté à Rabat pour

désertion (!), s'évada, gagna Londres, se vit proposer par le Général de Gaulle un poste politique dans le C.F.L.N. et le refusa : lieutenant aviateur, il voulait d'abord servir à ce titre ; ce qu'il fit, au célèbre groupe Lorrain. Après plusieurs raids, cité : croix de guerre avec palme et promu capitaine, il se présenta au Général : maintenant il pouvait accepter une responsabilité civile. Le Général, à qui cette attitude ne dut certes pas déplaire, le chargea des finances du C.F.L.N. Et l'on sait que plus tard l'A.N.A.C.R. s'honora de son adhésion.

Honte aux personnages qui considèrent et considèrent quelquefois encore que les passagers du Massilia étaient des fuyards. Et double honte à ceux qui livrent des parlementaires patriotes à Vichy et à la Milice.

C.F.B.

J. Marielle, 25 rue Lucas, 03200- Vichy. 18 €

« LES GARDIENS S.S. VIVAIENT HEUREUX »

Tel est le titre du numéro 28 de la « Revue de la Résistance », publiée par le comité de l'A.N.A.C.R. des Landes et que dirige Jean Ooghe.

Il s'agit essentiellement de la reproduction de 116 photographies prises à Auschwitz par le S.S. Höcker, adjoint du chef du camp, et publiées par le Mémorial de l'Holocauste de Washington. L'album ne montre guère le martyre des déportés, mais essentiellement les loisirs de leurs bourreaux, qui dorment, jouent, rient, dansent, boivent... à deux pas des monceaux de cadavres. Et l'on voit les jeunes gardiennes riant aux éclats quand les S.S., en tenues décontractées, viennent au son d'un accordéon leur offrir des myrtilles...

Inoubliable, hélas, et démonstration quasi inédite de ce que fut le nazisme. Macabres et gaieté, chaque chose à son heure !

Ajoutons que ce numéro annonce que le tribunal de Mont-de-Marsan a condamné un groupe dit « d'anciens combattants » (dont l'adhésion fut refusée par l'U.F.A.C.) pour avoir diffamé... d'authentiques résistants membres de notre comité. Verdict qui peut intéresser d'autres diffamés...

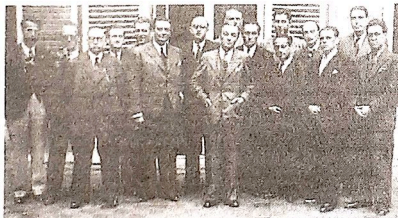
MAQUIS ET GUÉRILLA EN LIMOUSIN

par André Odru

De cet ouvrage - mise au point sur la Résistance armée en Corrèze - le préfacier Bernard Delaunay, professeur d'histoire, écrit : « Le récit alerte, sincère, sans tabous, sans polémique, s'inscrit totalement dans l'esprit de l'A.N.A.C.R. », remarquable travail de mémoire et de civisme. Notre prochain numéro en rendra compte mais nous avons tenu à le signaler dès celui-ci, surtout à l'attention des anciens résistants de Corrèze... et de leurs Ami(e)s.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20 : 20 € x =

DVD (60 minutes)

..... L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 € : 25 € x =

Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS - chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.

PRIX CONGRÈS

20 €

18 €

25 €

22 €



1- Jean Marielle écrit que Darlan a, le 16 juin 1940, ordonné que tous les bâtiments militaires qui le pourraient se rendent vers les ports d'Afrique-du-Nord. Me trouvant ce jour-là fort loin de Bordeaux, à Auray (Morbihan), j'entendis la même affirmation dans la bouche d'un lieutenant de vaisseau de réserve qui ne put appeler de Quiberon car, n'ayant pas les plans des champs de mines ; un navire embarquant des civils avait sauté dans la nuit. Un certain nombre d'années plus tard, apprenant que, ce 16 juin, le capitaine de corvette Alain Savary (futur ministre et membre de l'A.N.A.C.R.) avait « touché » à Cherbourg, je lui parlai de ce télégramme. Il en avait entendu parler plus tard, mais son bâtiment ne l'avait pas reçu. Mais qui ferait le total des volte-face de Darlan ?

C. F. B.

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication: Jean-Emile FREIRE

REDACON - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél.: 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS
France..... 12 €
Etranger..... 13 €
Abonnement de soutien..... 25 €
Le numéro..... 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD
Le gérant: Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Inco Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél.: 01.40.03.96.60